

MANIFESTE

TERRITOIRES DE PROGRÈS



Nous sommes issus des diverses familles de la Gauche républicaine et, pour beaucoup d'entre nous, d'anciens députés, élus locaux, militants ou personnalités issues de la société civile, solidement ancrés dans les territoires.

Réformateurs, nous avons assisté de l'intérieur aux fractures qui ont provoqué l'empêchement inédit d'une nouvelle candidature de notre Président sortant et nous avons essuyé la terrible sanction électorale du PS aux élections présidentielles et législatives de 2017.

Afin de ne pas nous renier et dans un souci de cohérence, nous avons appelé à voter pour Emmanuel Macron face aux populismes de droite et de gauche. Nous ne regrettons pas ce vote républicain, alors que des populismes nationalistes prospèrent partout et déstabilisent nos vieilles démocraties que l'on croyait intangibles.

Les premiers résultats du gouvernement s'inscrivent, pour beaucoup, dans la continuité des réformes entreprises sous le précédent quinquennat: le chômage recule très significativement, l'économie française a retrouvé son dynamisme et son attractivité, le prélèvement à la source a été une réussite, la réforme de l'école consolide le service public de l'Éducation Nationale, l'ouverture de la PMA à toutes les femmes renforce l'égalité et le Grand Débat national a débouché sur des mesures sans précédent de soutien du pouvoir d'achat des plus modestes et de renforcement des services publics dans les territoires.

La France a repris le leadership politique d'une construction européenne en profonde crise politique sur la base d'un engagement européen clair et sans ambiguïté du Président de la République.

Il y a encore beaucoup à faire pour adapter nos politiques publiques aux grands enjeux de notre époque : lutte contre le réchauffement climatique, impératif de conversion écologique et de transition énergétique, sécurisation financière de nos systèmes de retraites et de notre modèle social, reconquête républicaine des territoires, réforme systémique de notre système de santé, lutte contre les violences sexistes, renforcement du projet européen en matière de sécurité intérieure et de défense, maîtrise de l'immigration et réforme des règles européennes de l'asile, reconsidération de notre doctrine de maintien de l'ordre, etc.

Le développement d'internet et des réseaux sociaux ébranle les bases de notre démocratie représentative : les partis et les corps intermédiaires ne font plus l'opinion, l'individualisme et le corporatisme supplantent l'intérêt général et contestent toute forme d'autorité. La légitimité du suffrage universel et du principe majoritaire ne font plus consensus.

Nous sommes entrés dans une ère de la « post-vérité » où le factuel est remis en question, l'expertise dévalorisée et les fake-news utilisées à des fins de manipulation. Les réactions identitaires et communautaires fragilisent les institutions de notre République et la démocratie est contestée dans ses principes les plus fondamentaux.

La période est dangereuse, l'avenir imprévisible. La France n'est pas plus à l'abri de tensions, d'instabilité politique et de tentations autoritaires et nationalistes que l'Italie, la Grande Bretagne, les Etats-Unis, l'Espagne, la Hongrie ou le Brésil. L'échec de ce quinquennat ouvrirait la porte à une aventure incontrôlable.

Nous nous refusons à participer à une politique du pire dont les valeurs de gauche seraient les principales victimes.

L'électorat de gauche qui a voté Emmanuel Macron à la Présidentielle doit se retrouver pour ne pas laisser le champ libre au seul centre droit au sein de la majorité présidentielle. Il doit se mettre en situation de peser sur les orientations gouvernementales.

Nous ne voulons pas revivre la schizophrénie idéologique et l'unité électorale factice entre gauche protestataire et gauche de gouvernement, entre pro-européens et eurosceptiques qui ont conduit le Parti Socialiste à sa perte. Nous ne voulons plus des doubles discours ni des fausses synthèses, des promesses de campagne racoleuses, sitôt proférées sur les tribunes, sitôt démenties aux affaires.

Nous voulons incarner une social-démocratie adaptée à notre époque, au sein de la majorité présidentielle et loin des radicalités populistes. Nous en appelons à la reconstitution d'une gauche de gouvernement fermement républicaine, résolument sociale et écologiste, porteuse d'un réformisme humain et respectueux de toutes et de tous.

Nous entendons défendre les valeurs de la République aux premiers rangs desquels une laïcité non négociable, le principe démocratique et la légitimité du suffrage universel, le respect de l'autorité républicaine et des corps de fonctionnaires qui l'incarnent, la liberté d'opinion et de réunion ainsi que celle de manifester pacifiquement.

Inquiets des profondes fractures éducatives qui traversent notre pays, nous considérons qu'il est indispensable de replacer l'école publique et le respect absolu des professeurs au coeur du pacte républicain .

Nous partageons, pleinement et sans complexe, l'objectif de compétitivité de notre économie et de libération de l'initiative économique. Cela nécessite un cadre réglementaire et fiscal, national et européen, incitatif aux transitions écologiques et énergétiques ainsi qu'une responsabilité sociale et environnementale des entreprises, de l'agriculture et de la pêche. Nous aspirons à la démocratie sociale.

L'impératif écologiste et la transition énergétique doivent être appréhendés comme des perspectives de progrès nous permettant de retrouver des conditions de vie plus saines face à la course effrénée au consumérisme, ainsi que des marges de manoeuvre et une indépendance nationale vis-à-vis des pays producteurs d'hydrocarbures .

Nous en appelons à une prise de conscience des vulnérabilités, des injustices et des dégâts sociaux du centralisme, qu'il soit national ou métropolitain. Une nouvelle étape dans la décentralisation permettra la reconquête républicaine de nos territoires urbains et ruraux privés d'accès aux services essentiels.

Celle-ci devra s'accompagner de transferts clairs et intégraux de compétences et de fiscalités, régis par un principe de responsabilité politique. Nous souhaitons une régulation vigoureuse du marché foncier et immobilier afin qu'il cesse d'être le grand ordonnateur des fractures socio-territoriales de notre pays.

Pour assurer un retour de la confiance dans notre pacte républicain, qui passe par la réussite impérieuse de ce quinquennat, la majorité a besoin d'une aile gauche affirmée, influente et indépendante de LaREM, capable de prises de positions exigeantes mais aussi de travailler loyalement avec les autres composantes de la Majorité.

C'est ce pôle social et progressiste, social-démocrate et européen que nous constituons autour de Jean-Yves LE DRIAN et des Ministres issus de la Gauche.

Pantin, le 1er février 2020